

Dossier



63 LES RÉFÉRÉS DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF

86 Officiers d'état civil et loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle : des missions et des responsabilités accrues

Stéphane Benmimoune

90 Installation d'une crèche de Noël sur un emplacement public

Frédérique De la Morena et Mehdi Yazir-Roman

100 Le schéma départemental de coopération intercommunale est (finalement) un acte non réglementaire susceptible de recours

Rémi Bonnefont

DALLOZ



Version numérique incluse*



ref. : 331702

9 782243 1317022

57 Éditorial

60 Au fil du mois

63 Dossier LES RÉFÉRÉS DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF



Référés d'urgence et collectivités territoriales : quinze ans de légalité en temps réel par Mehdi Yazı-Roman.....	64
Référé-liberté et harcèlement moral dans la fonction publique par Nicolas Font.....	70
Le référé-suspension : l'exemple de l'urbanisme par Rémi Bonnefont.....	75
Référé-provision : le cas des dommages causés aux tiers par les ouvrages publics par Olivier Didriche.....	79
Le référé-expertise en matière contractuelle par Marc de Monsebernard et Verlainne Etame Sone.....	84

86 Pratique

Officiers d'état civil et loi de modernisation de la justice du XXI ^e siècle : des missions et des responsabilités accrues par Stéphane Benmimoune.....	86
---	----

90 Jurisprudence

ARRÊTS DU MOIS : CE 9 novembre 2016, n° 395122, Commune de Melun c/ Fédération départementale des libres penseurs de Seine-et-Marne – CE 9 novembre 2016, n° 395223, Département de la Vendée c/ Fédération de la libre pensée de Vendée Installation d'une crèche de Noël sur un emplacement public : regards croisés de Frédérique De la Morena et Mehdi Yazı-Roman.....	90
--	----

Acte

De la participation et de l'influence d'un conseiller municipal intéressé à une délibération sur la légalité de celle-ci CE 12 octobre 2016, n° 387308, par Marie-Christine Rouault.....	98
--	----

Fiscalité locale

Taxe sur les surfaces commerciales : une erreur de légistique n'entraîne pas d'illégalité fautive CAA Lyon, 27 septembre 2016, n° 15LY04084, par Matthieu Houser.....	99
---	----

Intercommunalité

Le schéma départemental de coopération intercommunale est (finalement) un acte non réglementaire susceptible de recours CE 21 octobre 2016, n° 390052, par Rémi Bonnefont.....	100
---	-----

Organisation territoriale

Migrants : illégalités multiples d'une procédure de référendum local TA Grenoble, 28 septembre 2016, n° 1605414, et 30 septembre 2016, n° 1605485, par Mehdi Yazı-Roman.....	102
---	-----

Procédure contentieuse

L'urgence à suspendre l'acte contesté à raison de ses répercussions financières s'apprécie, en principe, au niveau de la seule société requérante CE 21 septembre 2016, n° 398231, par Sylvain Hul.....	103
Le référé mesures utiles peut-il conduire le juge à prononcer des mesures inutiles ? CE 5 octobre 2016, n° 396143, par Jean-Roch Mauzy.....	104
Une décision prise pour l'exécution d'une ordonnance de référé revêt un caractère provisoire CE 7 octobre 2016, n° 395211, par Philippe Peynet.....	106

Ouvrage public : nouvelle illustration des compétences juridictionnelles en matière d'atteinte au droit d'auteur T. confl. 5 septembre 2016, n° 4069, par Pierre Noual.....	108
---	-----

Propriété publique

Le droit de l'Union impose une procédure préalable à la délivrance des titres d'occupation du domaine public CJUE 14 juillet 2016, aff. jtes C-458/14 et C-67-15, par Olivier Didriche.....	109
Le contrat de vente d'un immeuble est en principe de droit privé T. confl. 4 juillet 2016, n° 4052, et 4 juillet 2016, n° 4057, par Olivier Didriche.....	111

Responsabilité et assurance

Aide sociale à l'enfance : la responsabilité sans faute du département peut-elle être engagée en cas de dommages causés à un tiers par un mineur placé ? CE, sect., 1 ^{er} juillet 2016, n° 375076, par Christine Teixeira.....	112
--	-----

Ressources humaines

L'illégalité interne d'une révocation à l'épreuve de la faute d'un agent public : un grave manquement peut l'emporter sur le droit à indemnisation CE 5 octobre 2016, n° 380783, par Philippe Rouquet.....	113
--	-----

Service public

Un laboratoire départemental d'analyses est assujéti à l'impôt sur les sociétés CAA Lyon, 13 octobre 2016, n° 15LY00754, par Jean-David Dreyfus.....	115
--	-----